

# Le monde de la mine : sociologie, sociologues et disciplines des sciences sociales

Olivier Kourchid

## Introduction : quelques titres significatifs

Vouloir traiter de façon exhaustive les croisements des thématiques minières et la sociologie conduirait à une liste colossale de titres, surtout si l'on y associe les travaux d'ethnologie, ceux de psychologie et d'ergonomie, dont la caractéristique commune est l'appréhension directe des données par ce que l'on appelle encore l'enquête de terrain, et en l'occurrence de sous-terrain. Ainsi on devrait citer, seulement à titre d'exemple, car la liste est longue :

Barbichon (G.) et Moscovici (Serge) : «Modernisation des mines, conversion des mineurs», *Revue Française du Travail*, 16ème année, n° 3 juillet-Septembre 1962, issue de financements CECA, et que l'on peut apparenter à l'école anglaise d'études sur l'organisation du travail (Emery and Trist par exemple, ou E.L. Trist *Composite cutting longwalls*, Tavistock Institute, London 1957) : Barbichon et Moscovici démontrent que la résistance à la modernisation est plus grande dans les bassins où elle est en cours par rapport à ceux où elle est achevée. «Les mineurs qui perçoivent davantage les conflits d'origine politique et syndicale sont peu intégrés au milieu ouvrier, et sont extérieurs aux transformations en cours...; ceux qui mettent l'accent sur les rivalités professionnelles (travail, rendement, salaire, statut) sont plus impliqués dans les transformations en cours» (cité par Touraine, 1963, p. 260)

Beynon (Hugh) : «Authority and change in the coalfields», *Journal of Law and Society*, Oxford, vol 12, n° 3, p 395-403

Church (R.), Outram (Q.) Smith (D.N.) «The 'isolated mass' revisited ; strikes in British coal industry», *Sociological review*, vol. 39, n° 1, 1991, p.55-87, à comparer à un des classiques du genre, le travail de Kerr et Siegel sur la comparaison entre branches industrielles de la propulsion à la grève.

Convert (B.) et Pinet (Michel) *L'art d'accomoder les restes : conversion économique et changement social dans le bassin minier Nord Pas de Calais*, thèse de 3ème cycle, EHESS, 1982.

Cornu (Roger) *Mineurs cévenols et provençaux face à la crise des charbonnages*, CNRS-LEST, 1975.

Dubar (Claude), Gayot (Gérard), Hédoux (Jacques) : « Sociabilité minière et changement social à Sallaumines et à Noyelles sous Lens, 1900 1980 », *Revue du Nord*, tome 64, n° 253, avril-juin 1982, p. 365.

Eckert (Cornelia), *Une ville autrefois minière, la Grand'Combe*, thèse d'anthropologie sociale, 3 tomes, Université Paris V René Descartes, 1992, 3 volumes.

Engrand (Gérard) et alii : « Des vivants, des malades et des morts », *quotidienneté ouvrière et mode de mobilisation et de gestion de la main d'oeuvre*, Centre d'Analyse et de développement, Cité scientifique, Villeneuve d'Ascq, vers 1975.

Faidutti (A.M.) « Les mineurs algériens cévenols et le devenir de leurs enfants », *Hommes et terres du Nord*, Hors série, Migrations internes et externes en Europe occidentale, colloque, 12-14 octobre 1980.

Fitzpatrick (J.S.) « Adapting for danger. A participant observation study of underground mine », *Sociology of Work and occupation*.

Goldhorpe (John) « La conception des conflits du travail dans l'enseignement des relations humaines : le cas de houillères britanniques », *Sociologie du travail*, n° 1; janvier-mars 1981.

Gouldner (Alvin), *Wildcat strike, a study in worker-management relationship* Harper and Row, 1954-1965, il est vrai sur les mines de gypse.

Heuzé (Gérard) *Ouvriers d'un autre monde, l'exemple des travailleurs de la mine en Inde contemporaine*, Editions MSH, Paris, 1989.

Kourchid (Olivier) *Production et travail dans une industrie stratégique : sociologie, histoire, archéologie du monde de la mine*, 2 tomes, thèse d'Etat, 1993, Université Paris VII.

Lazar (Marc) *PCF, intellectuels et classe ouvrière : l'exemple du mineur de la Libération aux années 1950*, thèse EHESS, 1984.

Malva (Constant), *Ma nuit au jour le jour* (1937), réédité par Bruno Mattéi, 1978.

Molinari (J.P.) *Les ouvriers communistes, sociologie de l'adhésion ouvrière au PCF*, Thonon les Bains, l'ALbaron, 1991.

Roth (Catherine), *Bois de mine*, ethnographie d'un chantier d'abattage dans les mines de charbon en Lorraine, Editions Pierron, DRAC, CCSTI Lorraine, 1997.

Trepé (Rolande), *Les mineurs de Carmaux*, Editions ouvrières, 1971.

Valdour (Jean), *Les mineurs, observations vécues*, 1919.

## Le Colloque de Lille : Charbon et Sciences humaines

Un des monuments sur la question demeure cependant le Colloque *Charbon et Sciences Humaines*, tenu à Lille en mai 1963, et publié sous la direction de Louis Trénard, aux Presses de l'EPHE, Sorbonne, Mouton, 1966 ; cet ouvrage, fruit d'une grande opération concertée entre université, région, et industrie, demeure un monument historique au plein sens du terme, car il reflète sans doute l'équilibre des disciplines, mais également des orientations typiques de l'époque.

La partie I «Charbon et croissance économique et sociale», consacrée à l'histoire économique et sociale, introduite par une contribution de Marcel Gillet (auteur des *Charbonnages du Nord de la France du XVIIIème siècle à 1914*) recouvre les deux tiers du texte, et traite des XVIIIème et XIXème siècle, essentiellement en France et dans quelques pays charbonniers européens.

La partie II «Présent et avenir du charbon» se divise en 3 sections : section 2, Charbon, géographie et démographie (Jacqueline Beaujeu-Garnier, Charbon et population ; André Gamblin, le charbon et la localisation des industries ; Pierre Bruyelle, Charbon et urbanisation en Europe du Nord-Ouest). Section 3, Charbon, économie et prospective (Jacques Walch, directeur délégué des HBNPC, rapport sur la question de l'économie et de l'avenir ; Jean Doise, le charbon dans l'économie française Rhénane ; Pierre Bauchet, professeur de droit, les charbonnages nationalisés).

Mais la section 1 est intitulée «Charbon et sociologie» ; elle comprend les contributions de : Alain Touraine (l'évolution de la conscience et de l'action ouvrière dans les charbonnages) ; Yves Marie Hilaire, (Remarques sur la pratique religieuse dans le bassin houiller du Pas de Calais, dans la deuxième moitié du XIXème siècle) ; les docteurs Amoudru et Nadiras (la médecine du travail dans les houillères du bassin du Nord et du Pas de Calais) ; M. Henri Roussel (le parler du mineur).

C'est dire que dans cette section dite de «sociologie» figurent les contributions d'un historien des mentalités, de deux médecins d'entreprise, d'un spécialiste des patois, et d'un sociologue (Touraine), venu de l'histoire.

Le «parler du mineur» (Touraine se fera reprendre en évoquant lui aussi «le mineur») est essentiellement celui des conversations de surface, à l'exception des rituelles interrogations sur l'origine de «galibot» et de «porion» ; mais rien n'est dit des langages du fond, où se mêlent les techniques et l'immigration.

Côté médical, les médecins des houillères expliquent les multiples aspects de l'exceptionnalisme minier : première reconnaissance d'une maladie professionnelle en 1911, avec l'ankylostomiase, mise en place de la médecine du travail avant l'obligation légale du 11 octobre 1946, de sorte que les moyens considérables sont peu à peu réunis pour faire face à l'immensité de la population (200 000 actifs au «pic» pour les HBNPC, 300 000 pour les houillères françaises), avec création de centres spécialisés, d'une revue (la *Revue médicale minière*), et d'autres moyens concernant le suivi et l'adéquation des individus et des postes; si la silicose est abordée, c'est pour dire que certes c'est dramatique, mais que tous les moyens sont mis en oeuvre pour capter, mesurer, et abaisser les poussières.

On peut citer ce commentaire de Louis Trénard à la fin de l'intervention des médecins des houillères : «□ Vous nous avez indiqué, avec des chiffres éloquentes, l'ampleur des résultats obtenus dans la purification de l'atmosphère et dans la diminution des accidents du travail ; au total, nous sentons que votre tâche de médecin s'apparente un peu à la nôtre, spécialistes des sciences humaines, parce que vous aussi vous songez à ces conditions psychologiques, à cette insuffisance qui se révèle parfois dans la psychologie de la main d'oeuvre. Et je souhaite qu'entre les Houillères du Nord et du Pas de Calais, entre les centres médico-sociaux et notre jeune Institut de Sociologie de la Faculté des Lettres, des liaisons s'établissent□».

Yves-Marie Hilaire livre une analyse complexe et bien documentée sur — déjà— la perte d'influence de l'Eglise catholique en bassin minier, associée à la propagande anticléricale et au développement du mouvement socialiste, alors que le patronat est stratégique pour l'influence inverse, christianisation ou frein à la déchristianisation, et la consolidation de cette notion multiple qu'est le paternalisme.

L'enquête évoquée par Touraine sur les ouvriers a porté sur 2029 personnes dont 250 mineurs choisis au hasard dans six bassins. On sait qu'elle aura pour suite l'enquête franco-chilienne sur les sidérurgistes de Huachipato et Lota au Chili. Globalement, Touraine propose une évolution productive où le couple métier-marché (associé au rapport intégration/exclusion et au rapport ouvrier privilégié/ouvrier menacé) est remplacé par le couple rationalisation-politique, avec volonté d'emprise des groupes sociaux sur la rationalisation. Les mineurs sont dans une situation paradoxale, se situant comme groupe ouvrier traditionnel «placé devant les problèmes socio-économiques de type nouveau»

Trois domaines sont étudiés :

- La conscience ouvrière des mineurs, comme sentiment d'appartenir à un autre monde, hors des schémas habituels de l'organisation «ils ne se considèrent pas en bas de l'échelle sociale, mais hors de la société» ; l'évolution personnelle ne passe pas par la promotion sociale, mais par l'évolution vers les emplois individuels (petit commerce) ; déconnexion entre salaires et valeur économique du travail, rémunération et connaissance technique du système productif : d'où l'association entre la défense professionnelle et une opposition au système d'organisation ; mais les conflits —plus que professionnels et impliquant les populations— dénotent une conscience de classe plus ouvriériste que prolétarienne, et une vision des rapports de classe parasitée par une vision de la dichotomie dans la société (riches inutiles/producteurs démunis) et pas clairement organisée autour des rapports de production.

- Les attitudes à l'égard du changement : Touraine part du principe qu'il y a eu mutation globale du système de travail, depuis l'autonomie de l'exécution, vers l'organisation technique où le collectif domine l'individuel, puis vers l'automatisation (d'où la désorganisation des formes traditionnelles, la réaction au changement, et la formation de nouvelles attitudes sociales ; les nationalisations (rappel de Barbichon et Moscovici) sont vues comme bureaucratismes plus que modernisation.

- Les effets sociaux du décalage entre le travail ouvrier et le système de décisions socio-économiques.

Notons que les parfums de l'intervention sociologique caressent déjà les narines d'Alain Touraine. A la question posée par une assistante (au colloque) de savoir si «les sociologues se sont déjà intéressés à l'étude des conflits de Decazeville» (en 1962, qui annoncent la grande grève de 1963 avec échec de la réquisition de mineurs par de Gaulle), Touraine répond que le conflit lui-même n'a pas été étudié (sauf dit-il par des «études socio-journalistiques») et pose la question suivante : «□En somme faut-il ou ne faut-il pas suivre l'actualité□?»□; «Faut-il ou ne faut-il pas avoir des équipes volantes d'intervention ?» et il ajoute «Ceci est relativement difficile. On ne peut pas appeler les pompiers à la veille de l'incendie».

## Remarques sur de cette version de la sociologie

Certes on ne peut en vouloir aux organisateurs d'avoir réuni sous une étiquette «sociologique» un ensemble finalement disparate. Sans aucun doute, le travail de Hilaire sur les pratiques religieuses dans le Pas de Calais est le plus cohérent : l'enjeu de la christianisation/déchristianisation est situé clairement au carrefour des orientations patronales, politiques, et ouvrières de la société minière. La discussion des médecins des houillères fait l'impasse sur les conséquences réelles de la silicose, qui continue de tuer entre 500 et 800 mineurs par an dans le bassin minier, pour ne souligner que les nombreux dispositifs de prévention ; d'ailleurs les recherches financées largement par la CECA et les charbonnages ont conduit à d'innombrables analyses et expérimentations sur les tissus pulmonaires et la biologie animale, mais beaucoup moins sur l'épidémiologie dans la profession minière ; la contribution ne mentionne pas non plus que la silicose a été reconnue maladie professionnelle en France en 1945, longtemps après l'Afrique du Sud, et que le tableau des maladies professionnelles de la Sécurité Sociale comprend près de 30 maladies reconnues qui touchent les mineurs de toutes les substances (dont les cancers par exposition à l'uranium ou à l'amiante, et sans doute aussi aux poussières de charbon).

Quant à la présentation tourainienne, elle est certes dans l'air du temps, c'est à dire propose une structuration de la conscience et de l'action en quelque sorte post-marxiste, qui complexifie quelque peu les rapports de classe ; elle est cependant envahie par une vision transitionnelle des dispositifs productifs (les phases A, B, C), qui tend à sous-estimer les capacités d'accumulation des modes d'organisation et des métiers dans les grands systèmes techniques. Alors que effectivement la récession est en cours et qu'on approche des premiers plans de restructuration, puisque 1962 est pratiquement l'apogée de la production charbonnière, Touraine ne dispose que de 250 questionnaires de mineurs sur 6 bassins ; or :

- les charbonnages de France sont en pleine restructuration de modernisation intensive avec les sièges de concentration□;

- l'exploitation de la houille par rabot, haveuse, soutènement hydraulique marchand introduit l'électrification intensive et de grande puissance des chantiers du fond, créant une quantité énorme de nouvelles qualifications techniciennes sur l'alimentation électrique, les contrôles, les télémesures, les télévigiles, destinées à accroître la sécurité des chantiers, tout en augmentant la productivité, alors que les exploitations vont vers des profondeurs de plus

en plus grandes, confrontant de nouvelles contraintes : dégagement instantané de grisou, coups de terrain□;

- la modernisation et la récession programmée ne peuvent se faire sans l'immigration, massive, de marocains, qui acquièrent toutes les compétences de base des mineurs, y compris celles d'être les derniers mineurs de métier à des postes clés : le creusement des «niches» destinées à permettre l'installation de la tête motrice des rabots et des blindés ne peut se faire sans une équipe de deux mineurs, avec marteau piqueur, pic et pelle, qui boise artisanalement son espace, exactement comme au tournant du siècle, sauf qu'ils sont payés par le système à points Bedeaux expérimenté dès 1923 par l'ingénieur dans les mines de Sicile□;

- la conflictualité est omniprésente dans la mine, même si les conflits de grande extension et de grande durée appartiennent à une époque ancienne (la grève de 1963 est la dernière grève mythique en France, mais il y en aura d'autres aussi mythiques ensuite, contre les fermetures, ou pour le statut du mineur aux marocains, en 1980).

Ces remarques faites, il faut maintenant essayer de faire le point sur ce qu'a pu être une démarche multiple de sociologue à propos du monde de la mine, démarche dont la motivation relève de deux dimensions : une demande de recherche fondamentale d'origine étatique (les contrats CNRS PIRTEM des années 1980-85, relayés par les contrats de plan Etat-Région à l'IFRESI-CNRS) ; et une demande de recherche complémentaire, dérivée, —sans doute impossible à réaliser sans la première— d'origine scientifique ou d'origine militante, sociale et culturelle. Nous nous excusons de ces références un peu personnelles, qui ont l'avantage d'être connues de près.

## Les programmes et l'interdisciplinarité : sociologie, histoire, politique

Rappelons que le regain d'intérêt pour les industries lourdes, et leurs constructions sociales, techniques et économiques, (et moins politiques), a deux origines : d'une part les mouvements sociaux importants qui se sont situés dans les années 1977-80 dans les grandes industries, particulièrement la sidérurgie qui recevait de plein fouet les vagues de restructuration issues de la concurrence internationale (la mondialisation, comme on disait), des restructurations européennes, et des ajustements drastiques nationaux. Ces

mouvements sociaux n'ont pas été étrangers à la victoire de la gauche en mai 1981, laquelle a conduit aux nationalisations de grands secteurs économiques, et à la relance charbonnière: alors que l'objectif était une récession programmée vers 1985-90, on assistait à de nouveaux objectifs (retrouver un niveau de 30 millions de tonnes), associé à des embauches et des recherches de productivité. Les incitations à la recherche en sciences sociales sur ces objets industriels sont venues d'abord de l'Action Thématique Programmée (ATP) Travail Emploi, qui s'est consolidée par un programme CNRS PIRTEM (Programme interdisciplinaire sur les technologies, le travail, l'emploi et les modes de vie, avec Yves Duroux). En même temps, dans les années 1985, s'est mis en place un Groupe de recherches concertées (GRECO), devenu Groupe de Recherche (GDR) intitulé «Travail et travailleurs aux XIXème et XXème siècles» animé par M. Rebérioux, Antoine Prost, Rolande Trespé (historiens), Michel Verret et O. Kourchid (sociologie), Françoise Cribier (géographie). Cet ensemble avait un «groupe mines» évidemment animé par Rolande Trespé. Ce groupe «Mines» comprend des historiens, des sociologues, des ethnologues, des archivistes d'entreprises minières (A. Kuhn-munch), et aussi —ce qui est fondamental— des «passionnés» du monde de la mine, conservateurs du patrimoine, sauveteurs d'installations, collectionneurs, militants syndicaux et politiques, dont l'objectif commun est que d'une façon ou d'une autre «vive la mine». Inscrits dans les années 1987-90 dans les programmes de l'IFRESI, ces actions de recherche et de valorisation portent essentiellement sur le bassin minier Nord Pas de Calais, mais les instances d'animation scientifique permettent des contacts dans toute la France, et dans beaucoup de disciplines. Les ministères de la recherche, de la culture, sont impliqués, de façon plus systématique que le ministère des enseignements supérieurs. Soulignons que les contrats de plan Etat-Région (CNRS-IFRESI-Universités) ont bien voulu inscrire régulièrement la thématique des industries stratégiques et surtout minières dans leurs financements annuels, ce qui a permis de définir des lignes de travaux pluridisciplinaires et collectives à partir d'initiatives à base sociologique.

On voit bien que le souci général connecte l'interdisciplinarité et la valorisation. Il est certain que notre premier programme (1982-1985) consistait à étudier l'établissement des Houillères du Bassin du Nord et du Pas de Calais du point de vue des procès de travail de la période de la bataille du charbon, jusqu'à celle des fermetures. Motivé bien sûr par la tradition sociologique weberienne et marxiste, plus que durkheimienne (qui a peu prêté attention aux industries et aux techniques —parti pris qui n'est pas incongru par rapport à ce que l'on voit de la sociologie contemporaine), motivé par les lectures historiques sur les périodes transitionnelles, les ruptures, les «scansions» (et



les multiples travaux d'Etienne Dejonghe ou d'Henri Rousso), il semblait évident de partir d'une période antérieure, qui associait le dirigisme étatique à la continuation de l'entreprise minière capitaliste privée : l'Occupation, comme on dit ici, ou Vichy, comme on dit plus généralement. Nous avons donc choisi de traiter des Houillères entre 1940 et 1944, (*Production Industrielle et Travail sous l'Occupation, les mines de Lens et les mineurs, 1940-1944* tome I, puis *Statuts, mobilisation, et reproduction de la main d'oeuvre aux Mines de Lens, tome II*) pour attacher —sociologiquement— beaucoup d'importance au leadership personnalisé, organisant l'industrie, et s'organisant lui-même au sein du Comité des Houillères (COH), devenu le Comité d'Organisation des Industries et des Combustibles Minéraux Solides (COICMS). C'est un parti pris qui associe plus la politique et la politique industrielle, que l'économie et les techniques ; il est vrai que, entre 1940 et 1944, c'est —pour la zone interdite— l'économie de guerre administrée par Bruxelles et Berlin, alors que les techniques sont réduites à une stagnation et une usure forcées. Reste une ressource : c'est le travail forcé, c'est à dire le travail humain intensifié par la rationalisation organisationnelle et scientifique du travail (l'OST). Nous avons ainsi démontré qu'il existait un continuum entre la rationalisation des salaires à la tâche (Bedeaux), la rationalisation des transports, et celle mise en place par les groupes dirigeants technocrates. C'est pourquoi nous avons proposé une terminologie propre à la période, celle des «groupes rationalisateurs», dont la fonction ne peut se comprendre que dans le contexte plus large de collaboration. Rationalisation s'interprète alors sous deux acceptions clés : la méthodisation des processus de production et d'exploitation (OST, rapport encadré au politique) ; et au sens analytique d'intériorisation des contraintes. Nous pensons qu'il y a encore à chercher sur le rapport collaboration/rationalisations, y compris dans les ensembles et sous-ensembles productifs contemporains, inscrits dans une hiérarchie nationale ou internationale d'hégémonies.

Ce constat nous a semble plus riche que celui étudié également à travers la Charte du Travail, opération politique où le secteur minier a été en pointe (inauguration du premier Comité social régional de la Charte par le collaborationniste Déat en mars 1944 à Lens). Car la Libération, l'épuration, la bataille du charbon, la restructuration des nationalisations démontrent certes l'inversion des pouvoirs politiques avec le gouvernement tri partite, mais aussi l'existence d'un certain continuum de leadership. Le renouveau intervenant surtout avec les lois générales de nationalisation des houillères du début 1946 (un établissement central CDF et des houillères de bassin, tous EPICS).

C'est dans ce contexte qu'a été réalisée une enquête sociologique et historique (avec Anne Dassonville et Fabrice Pacholski) sur les mineurs de Lens sous l'occupation, nés en 1920, et interviewés en 1984-85. Questions politiques et sociologiques sur les biographies et l'occupation, mais avec beaucoup plus de résultats sur la vie de travail, ou l'économie de subsistance (alimentation, équipements) que sur la vie politique, comme on peut s'y attendre d'une histoire commune et ordinaire, qui n'est pas monumentalisée par les rappels et les structurations postérieures militantes.

Enfin, sur ce thème, a été réalisée l'étude des HBNPC à travers les Procès Verbaux de Conseils d'Administration, de 1944 à 1952, qui correspond à la mise en place des structures, des financements, du personnel et des dirigeants, des équipements et des investissements.

Peut-on dire qu'il existe une lecture sociologique de l'histoire et plus précisément de l'archive ? Sans aucun doute. D'une part nous considérons que toute trace accumulée, dont l'existence est concrètement vérifiable dans l'archive, résulte d'un processus lui-même sociologique et politique de sélection. Demandons-nous si un sociologue et un (ou une archiviste) sont d'accord sur ce qu'il faut conserver d'un ensemble «E» d'archives isolable et disponible à un temps «T» ? Certainement pas : le premier se voudra aussi exhaustif que possible pour disposer cette trame de causalité la plus fine, capable de réduire l'interstice entre le déterminant et le déterminé ; le second établira des fonds hiérarchisés, entre l'«□intéressant□» et le secondaire, l'original et la copie, le première main et le secondaire, qui tiennent compte d'une monumentalisation historique de la trace. La question est — généralement, mais pas toujours— plus alors : «que voudra l'historien du futur» que «en quoi ce papier témoigne de la vie passée».

Il n'empêche que sociologues et historiens se rejoignent évidemment sur la question du témoignage, recueilli, enregistré, mais pas toujours utilisé de la même façon : classiquement les historiens souhaiteront vérifier un fait, une antériorité ou une postériorité, (le «témoin privilégié» étant en général bien rôdé aux réponses), un enchaînement de facteurs ; les sociologues laissant le discours se faire dans le sens de la production d'un sens rationalisateur (aux acceptions précisées plus haut) commun aux acteurs de différents niveaux dans la hiérarchie ou l'hégémonie.

C'est justement l'hypothèse de la hiérarchisation des hégémonies des dispositifs productifs qui nous a conduit à proposer une lecture intégrée des pouvoirs politiques et technocratiques dans la période 1940-48 («Unions,

*Politics and Technocracy in the French Northern Coalfields*»), et qui propose une lecture intégrée des relations entre l'organisation large de la production (concession, gisements, techniques, main d'oeuvre, électorat), et les représentations technocratiques ou politiques aux étages de décision (CO, conseils, CE). Ce débat entre Lens et Oignies, rejoint celui d'autres oppositions (Auchel et Bruay), ou mieux encore Sallaumines-Noyelles (Dubar et alii).

La participation du sociologue aux initiatives historiques a ensuite été largement conditionnée par la demande «sociale» ou «universitaire», et par sa participation à la création de l'Institut d'Histoire Sociale Minière, l'un des premiers, sinon le premier en France, de ce type dans l'environnement industriel syndical.

Le colloque «*Arras 1891-1991, 100 ans de conventions collectives*», où ont communiqué historiens, sociologues, économistes, juristes, et où a été souligné d'un côté le rôle anticipateur des mines dans la mise en place d'accords collectifs, et l'ambiguïté de la notion de «statut du mineur» dans les phases postérieures à l'exploitation. (Revue du Nord)□: innovation et exemplarité des relations au social : les mines françaises et les mineurs, au XIXème siècle (avec Françoise Fortunet et Rolande Treppe, *l'Etat à l'épreuve du social*)□;

- la régulation des conflits dans l'industrie houillère, comparaison internationale, syndicale et patronale (colloque la loi de 1892)□;

- la remise en cause des acquis de 36 et la réintroduction du système Bedeaux en mars 1941 sous l'occupation (qui ajoute une hypothèse sur la rationalisation forcée du travail, à celles sur l'anticipation par les communistes de la lutte anti-nazie avant Barbarossa du 21 juin 1941)□;

- une société de secours minière du Nord Pas de Calais, après 1945 (1995, l'un des nombreux cinquantenaires, texte qui traite entre autres des marges de manoeuvre des administrateurs des caisses de secours dans le traitement des cas exceptionnels)

- les batailles du charbon, la place des discours dans les chronologies politiques (Colloque 50ème anniversaire des nationalisations, où est mis en évidence le fait que les discours communistes sont beaucoup plus porteurs d'un contenu technique et de métier que celui des socialistes à la même période)□;

- les mineurs et mai 1968 (Exploration du mai Français, 1992)□;

- silicose, insuffisance respiratoire, soins et temporalités (colloque de Lewarde, 1996, qui met en évidence la qualité des nouveaux travaux médicaux, dans l'épidémiologie et l'assistance)□;

- les statues de Ste-Barbe comme objets techniques (*Ste Barbe, tradition et luttes des mineurs*, IHSM, 1997)□;
- l'immigration polonaise : travaux historiques, questions sociologiques en cours (Bochum, 1999)□;
- l'immigration et le syndicalisme : d'après *Droit minier* et d'après un témoignage patronal (Lens, 2000, la semaine dernière), de la prise en compte des «travailleurs étrangers» en 1945 à la grève des marocains de 1980 et 1987□;
- ajoutons deux synthèses sur l'énergie charbonnière dans le monde (quelques siècles sur 5 continents, où est évoqué —quand même, l'existence de conflits du travail dans cette branche—), et en France, où est rappelé le rôle historique particulier de ce pays : producteur de taille moyenne en 1913, mais au quatrième rang après les USA, l'Angleterre, l'Allemagne, c'est aussi un gros importateur (1/3 des 80 millions de tonnes nécessaires aux besoins).

De cela on relèvera que les sollicitations militantes de «commémoration» demeurent un élément majeur de demande de recherche. Il est vrai qu'en l'absence d'une institution patronale, mais le plus souvent paritaire de recherche en sciences sociales comme c'est le cas pour le Ministère de l'Industrie, EDF-GDF, la SNCF, l'automobile, l'aéronautique, la Défense, la Marine, CDF est resté discret, sans doute à cause du regard attentif de l'Etat sur les dépenses de l'établissement.

Il est certain aussi, que l'approche d'un sociologue autorise l'évocation des facteurs politiques et sociaux, alors que les économistes sériels de la longue durée traitent de préférence les données comparatives. Actuellement en France les historiens produisent des travaux très significatifs sur les bassins, mais les grandes synthèses économiques, politiques, techniques et sociales, sont à venir ; il faut souligner l'abondance de la production des «passionnés» extrêmement significative du point de vue sociologique, d'un côté en raison de l'émergence de courants différenciés de culture et de mémoire collective ; de l'autre, en raison des mobilisations que ces courants induisent en matière de mémoire industrielle. Or, comme on le sait, ni la technique, ni l'industrie, ni peut-être le travail et ses mobilisations n'ont acquis le statut scientifique et culturel comparable à celui observable d'autres pays.

## Sociologie, production, techniques, mémoires et archéologie du travail

Le contrat PIRTEM-CNRS ne se limitait pas à l'appréhension des transformations des dispositifs stratégiques ; une coopération empirique sociologue-historiens (A. Kuhnmunch et M. Dreyfus) s'est établie lors de l'archivage de fonds industriels de la société des Mines de Lens, devenue Groupe de Lens aux nationalisations ; les travaux en cours sur des sites miniers actifs ont sans doute infléchi certains choix de conservation, en ne négligeant pas les archives de base (carnets d'agents de maîtrise, modes opératoires, notes de service techniques), certes austères et difficiles à décoder, mais témoins de la quotidienneté du travail et de ses accidents.

C'est encore l'interdisciplinarité qui a permis la réalisation —sur initiative sociologique— de l'ouvrage *Mines et Cités Minières* (400 photos aériennes de 1920 à 1990, avec A. Kuhnmunch et André Deswarte). L'analyse de la démarche est intéressante, puisque la curiosité sociologique (comment retrouver les fonds de photos aériennes dont quelques clichés apparaissaient sur des documents d'entreprise HBNPC dans les années 1968) a bénéficié d'une convergence de facteurs exceptionnelle : volonté d'inventaire des sièges, carreaux, ateliers, installations, terrils par l'établissement HBNPC et (ensuite CDF) dans les années 1948-65 ; recherche de ce genre de documents par l'Institut Géographique National, service photographique (qu'il soit remercié encore une fois) ; dépôt du fonds (10 000 négatifs) par la veuve de M. DURANDAUD à l'IGN en 1987 ; et surtout tri, repérage et classement informatique des clichés par commune par l'IGN. Le plus difficile était fait avec de gros moyens. La sélection, la documentation, l'organisation de l'ouvrage était à notre portée, encore que chaque vue pouvait justifier une thèse, puisque c'était le témoignage apparent de la structuration du monde souterrain, vue par une transfiguration aérienne. De cela il ressort que la photographie aérienne industrielle et non purement esthétisante, généralement initiée par l'entreprise, se situe directement dans la tradition wébérienne de la domination : successeur des plans reliefs (arme secrète de Louis XIV), prenant appui sur un point de vue élevé, technique exceptionnelle (avions et prise de vue), emprise visuelle, et inventaire des propriétés, domination par la réduction selon Bachelard, ces images deviennent un objet de pouvoir pour le pouvoir. Quoi de plus naturel que de les rendre publiques, à travers des expositions et des publications ; un financement spécial de l'ACHM de Lewarde a permis la chose, les anciens retrouvant leurs lieux dans ces vues en perspective oblique.

Surtout, nous avons à cette occasion côtoyé et interviewé quelques personnages de la sociologie, de l'ethnologie (Paul-Henri Chombard de Lauwe, qui avait publié plusieurs ouvrages remarquables illustrés et théoriques sur les vues aériennes), ou de l'archéologie, avec Roger Agache (CNRS), l'un des spécialistes mondiaux de l'archéologie aérienne par détection hivernale.

Ainsi s'est confirmée l'idée répandue, mais pas assez appliquée, que la sociologie devait être partie prenante d'une archéologie. Mais quelle archéologie ? Certes celle des savoirs, ou du savoir, mais aussi celle de la constitution de traces en matière de travail et de techniques minières, celle que l'on entend par l'archéologie industrielle, parente du patrimoine industriel. De sorte que la mise en oeuvre d'une démarche archéologique ou patrimoniale à travers la sociologie nécessite une entrée en matière, là où la volonté de découverte —paradoxalement— s'associe à la constitution et à la conservation du gisement.

C'est encore le contrat PIRTTEM, et ses suites à travers les financements Contrat de Plan-Etat-Région CNRS IFRESI, qui a permis le chantier d'études sur les procès de production et de travail au fond et au jour dans le dernier site minier en activité du Nord Pas de Calais (Fabienne Bâcle Giard, Nordinne Dris, Emile Dubois ont participé à l'enquête). Il est apparu que les dernières poches de modernisation à combler concernaient les transports de personnel, où des gains de temps appréciables étaient encore possible, mais surtout il était évident pour les mineurs, et *a fortiori* en fin de parcours de production, que la sécurité générale et pas seulement la sécurité au travail, était le câble conducteur de toute philosophie historique en matière de mines.

La sécurité industrielle minière, et les sécurités industrielles en général dans l'énergie et les transports, ont donc été le thème fédérateur de plusieurs opérations de valorisation : la participation au classement du site 9-9bis-10, monument historique ; la définition d'une thématique transdisciplinaire de valorisation et de recherche sur les sécurités industrielles, requise par le ministère de la culture pour consolider le projet de classement ; l'organisation de colloques sur ces questions (le freinage, les travaux en milieux extrêmes ; le contrôle des énergies et les sécurités industrielles, intégrant les domaines suivants : mines, nucléaire, pétrole, transports terrestres, maritimes, aériens, travaux souterrains, sous-marins, dans l'espace, dans les situations polaires) ; mais à ces conditions exceptionnelles la mine en ajoute une autre : le gigantesque, qui pose comme on l'imagine des questions paradoxales aux possibilités de survie, car c'est énorme, et de destruction, car c'est fragile.

Question que nous avons traitée, ainsi que celle du rapport entre temps géologique et temps biologique, dans l'espace-temps de la production.

Ont été associées à ces travaux d'autres recherches portant sur les initiatives de conservation et de valorisation des patrimoines miniers, ces fameux «musées de la mine», dont une trentaine existent dans le Nord Pas de Calais, et dont une centaine au moins vivent ou vivotent en France. Quoi de plus sociologique que la mobilisation régionale et locale en faveur de la conservation de cette culture industrielle ? Et quoi de plus insultant pour les acteurs de terrain que d'entendre dire comme trop souvent : «Des musées de la mine, il y en a trop ; un seul suffit». N'est-ce pas une forme de mobilisation politique que de recenser, d'encourager ces objets de mémoire collective, ces «mémoires de la mémoire», transfigurations ou parfois —cela arrive aux mieux nantis— défiguration de la production et du travail (mais nous savons que des travaux pertinents sont en cours, par exemple ceux d'Hélène Melin).

De tout cela il faut considérer que la mine de charbon a été et est toujours le milieu de travail le plus difficile à gérer et le plus dangereux (toute proportion gardée, avec l'exploration de l'espace). Son antériorité historique, en matière législative, et en matière de catastrophes, d'études, et de remèdes, en fait un objet de comparaison incontournable.

Il reste encore un domaine en plein avenir, c'est celui de la prise en compte législative, géologique, technique et sociale des traces minières sur les sols, les sous-sols, et les populations. Dans ce domaine, l'avenir dure longtemps, en tous cas plusieurs dizaines d'années avant les stabilisations définitives de l'eau, du gaz, et des sols ; en attendant il faut assurer les coûts de la «maintenance» c'est à dire du maintien à niveau des conditions géologiques, en attendant des processus nets d'amélioration. Ce fut un chantier très stimulant, grâce à l'aide des services compétents de CDF dans la région.

**Conclusion : la sociologie et les mines □:□nécessaire reconstruction de l'interdisciplinarité autour de la production et du travail**

Notre analyse de la production et du travail à travers les dispositifs miniers nous a conduit à proposer plusieurs approches des croisements disciplinaires, en raison du fait que la mobilité thématique et institutionnelle de la sociologie lui permet en théorie de s'inspirer de croisements disciplinaires, et même de les provoquer ; c'est ce que l'on a exprimé ci-dessus. De plus, on peut suggérer que l'approche sociologique de la mine, comme archétype, peut induire une

série d'éclairages du travail, dont la panoplie reflète typiquement des industries lourdes présentes à certaines périodes, dans certaines régions, et dont on peut se demander s'ils ne rendent pas compte d'une association historique particulière entre Etat et industrie ; c'est une des questions que l'on peut poser à la démarche tourainienne, dont on a vu qu'elle a surtout cherché à définir les attitudes des travailleurs par rapport à l'environnement, et non pas à définir dans l'épaisseur la notion de travail□:

- le travail contraint (et sa dérivée le travail forcé), thématique générale, particulièrement significative en période d'occupation et d'économie de guerre, mais exemplaire de grands systèmes politiques totalitaires□;

- le travail politique, typique de l'intégration forte entre orientations politiques et partis au pouvoir, et les dispositifs nationalisés, particulièrement significative de l'époque des nationalisations et de la bataille du charbon ; la tentative de conquête des orientations économiques des HBNPC et de CDF par les syndicats (et le PC) à partir du Comité d'entreprise, et des oeuvres sociales est net□;

- le travail destiné concerne l'imposition des destinées ouvrières par le dispositif productif, dont on sait qu'il dépasse largement les généalogies minières, pour s'imposer aux descendants□;

- le travail fossile ou fossilisé rejoint la question archéologique, en ce sens que toute sociologie des chantiers appelés par nature à la disparition, et d'une industrie condamnée est indissolublement liée à la détection et à la conservation de la trace□;

- le travail menacé renvoie au fait que toute industrie stratégique, menacée par l'existence même de son coût économique et social, met en oeuvre à la fois la prévention du risque, et les dispositifs de sécurité au travail, facteurs d'autant plus favorables à la volonté de conservation des métiers et des techniques, que les producteurs sont menacés dans leur vie quotidienne par le danger et dans leur avenir par l'extinction de l'industrie (plus que par l'extinction des revenus).